

Le Monde

« La convergence franco-allemande se heurte à de forts réflexes nationaux »

Par Olivier Schmitt

(*Le Monde*, 21 janvier 2011)

La convergence franco-allemande, de plus en plus mise en avant par les responsables politiques français, ne va pas de soi. Seuls 18 % des Allemands estiment que leur pays doit considérer la France comme "*son partenaire privilégié*", quand 31 % des Français expriment la même opinion. C'est ce qu'indique une enquête commanditée conjointement par la Fondation Jean-Jaurès, proche du Parti socialiste, et la Fondation Friedrich-Ebert, proche du Parti social-démocrate (SPD) allemand. *Le Monde* se l'est procurée, alors que se tient samedi à Strasbourg un colloque franco-allemand à l'initiative du cercle Inventer à gauche.

Menée en décembre par l'IFOP auprès d'échantillons représentatifs des électors des deux côtés du Rhin, l'enquête permet de mesurer l'état d'esprit respectif des deux peuples en pleine crise de l'euro. L'idée d'un partenariat privilégié ne fait pas recette.

Les Allemands disent très clairement, à 58 %, que leur pays doit "*traiter tous ses partenaires à égalité*". Les électeurs de gauche sont même plus nombreux encore à le penser : 62 %. La faveur des opinions publiques est faible pour un resserrement des liens politiques et économiques des deux pays. On le mesure aussi lorsque, interrogés sur la question de savoir si la France et l'Allemagne doivent avoir un siège commun au Fonds monétaire international, au G8 ou au G20, 83 % des Français et 86 % des Allemands répondent par la négative.

Pourtant, face à la crise, les deux peuples partagent la même anxiété : 87 % des Français et 80 % des Allemands sont "*inquiets*" ou "*très inquiets*" des déficits publics et du montant de la dette de leur Etat. Cela les pousse à accepter l'idée d'un contrôle accru des budgets nationaux par la commission européenne : 78 % des Allemands et 65 % des Français y sont favorables. La nécessité de réduire la dépense publique s'impose aussi dans les deux pays (60 % en France et 50 % en Allemagne) notamment parce les deux peuples rejettent l'idée d'une augmentation de la TVA, de l'impôt sur le revenu et des impôts locaux. Une augmentation de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées serait en revanche acceptée par les deux peuples.

Un fort désaccord persiste sur le rôle de la Banque centrale européenne (BCE). En Allemagne, on lui demande, à 69 %, "*de lutter contre l'inflation et la hausse des prix*" alors que 51 % des Français voudraient que la BCE "*favorise la croissance économique*".

Sur le soutien aux entreprises, des différences apparaissent aussi : 41 % des Allemands privilégient cette solution pour réduire les déficits, estimant que cela soutient la compétitivité, alors qu'ils ne sont que 32 % à la prôner en France. Une majorité d'Allemands (59 %) déclarent que leur pays *"au cours des dix dernières années a fait beaucoup ou assez d'effort pour rester compétitif"*. En France, ils ne sont que 48 % à le penser. Cependant, dans les deux pays, les efforts d'adaptation à la mondialisation sont ressentis avec la même intensité dans les catégories populaires, les tranches d'âge actives et l'électorat de gauche.

37 % des Allemands se disent aujourd'hui favorables à l'abandon de l'euro (contre 22 % des Français). Les pourfendeurs de la monnaie unique se recrutent essentiellement dans les milieux populaires, qu'ils se disent proches de la gauche du SPD ou du parti d'extrême droite, le NPD. Seule une majorité relative (44 %) des Allemands souhaite que leur pays *"coordonne davantage sa politique économique avec les autres pays européens pour mieux gérer l'euro"*, contre 65 % des Français.

Sur les deux rives du Rhin, on approuve cependant largement (à 64 % et 62 %) le fait d'appartenir à l'Union européenne. Plus confiants dans leur économie, 54 % des Allemands ne craignent pas de connaître, *"dans les prochains mois ou les prochaines années, la même situation que la Grèce ou l'Irlande"*. En France, la réponse à la même question est inverse : 63 % des personnes interrogées, contre 37 %, redoutent une telle évolution.

La mondialisation : motivation allemande, peur française

Les efforts consentis pour rester compétitif dans la mondialisation des échanges ne sont pas perçus de la même façon de part et d'autre du Rhin. A la question *"Diriez-vous que votre pays a fait beaucoup, assez, peu ou pas du tout d'efforts pour rester compétitif dans la mondialisation ?"*, celle-ci étant présentée dans l'enquête de l'IFOP comme la remise en cause des acquis sociaux (*"limitation des hausses de salaire, réduction des aides sociales, assouplissement du droit du travail"*), les Allemands répondent à 59 % que leur pays a fait *"beaucoup"* ou *"assez"* d'efforts, quand 52 % des Français, et majoritairement ceux qui se disent proches des partis de droite, estiment que notre pays a fait *"peu"* ou *"pas du tout"* d'efforts. Les sacrifices sont d'autant mieux acceptés par les Allemands qu'ils en voient déjà les résultats : la hausse de la croissance et de leurs exportations.